



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la Protection des
Populations**

ARRÊTÉ
portant mise en demeure de l'installation classée
pour la protection de l'environnement
EARL de BOURRIEN à Caulnes

Le préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I, II, V et ses annexes ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 44 ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 03 juin 2003 au nom de GAEC de BOURRIEN, modifié le 16 octobre 2012 au nom de l'EARL de BOURRIEN, dont le siège social est situé au lieu-dit « Bourrien » à CAULNES, l'autorisant à exploiter à la même adresse, un élevage porcin de 1366 animaux équivalents ;
- Vu** le rapport n° PBBEQ20231127 du 21 décembre 2023 de l'inspecteur de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations ;

Vu l'envoi en recommandé avec accusé de réception de l'inspecteur de l'environnement en date du 28 décembre 2023 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'EARL DE BOURRIEN qui précise qu'un délai de 15 jours lui est laissé pour faire part de ses observations ;

Considérant qu'en application du décret n°2013-1301 du 27 décembre 2013 modifié susvisé, l'installation est soumise au régime de l'enregistrement ;

Considérant la situation du plan d'épandage de l'installation, dont la surface figure pour tout ou partie dans la retenue de Rophemel, visée par la disposition 3B1 du SDAGE, retenue sensible à l'eutrophisation et utilisée pour l'alimentation en eau potable ;

Considérant que le contrôle réalisé le 27 novembre 2023 en présence de l'exploitant a mis en évidence :

- le non-respect des effectifs enregistrés (3137 porcs charcutiers produits, contre 2850 autorisés) ;
- un dépassement de la quantité de phosphore par hectare prévue au dossier de demande d'autorisation ;

Considérant que ces anomalies sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des conditions imposées à l'exploitant, le préfet met en demeure ce dernier d'y satisfaire dans un délai déterminé et que le délai fixé est suffisant pour :

- respecter les effectifs enregistrés,
- respecter les dispositions relatives à la fertilisation phosphorée ;

Considérant l'absence de réponse au rapport d'inspection et au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé dans le délai de 15 jours ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Objet

L'EARL de BOURRIEN est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter **dans un délai de 6 mois** :

- l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2012 l'autorisant à exploiter un élevage porcin avec une production annuelle de 2850 porcs charcutiers,
- l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2012 qui prévoit que l'installation respecte les plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation. En particulier, le plan de valorisation des effluents, prévoit que la charge en phosphore est limitée à 70 uP/ha.

Article 2 : Sanctions

En cas d'inobservation des présentes dispositions, l'exploitant encourt les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 alinéa II points 1°, 2°, 3° et 4° du code de l'environnement (consignation, exécution d'office, suspension, paiement amende ou astreinte administrative), sans préjudice des suites pénales éventuelles.

Article 3 : Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné précédemment.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 4 : Publication

L'arrêté préfectoral portant mise en demeure est mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor : www.cotes-darmor.gouv.fr pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de CAULNES, et la directrice départementale de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Saint-Brieuc, le 25 MARS 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU